



Les élues ne supportent plus la misogynie supposée du maire.

ÉLUES MUNICIPALES D'OPPOSITION

Elles dénoncent «des attaques verbales à caractère sexuel»

Au lendemain de l'incident impliquant l'adjoint Pierre Lafond, des élues de l'opposition ont souhaité dénoncer l'attitude de la majorité à leur égard.

Ces élues (Cap21, PS et apparenté, LTG) estiment être la cible d'attaques verbales à caractère sexuel. En cause l'attitude supposée du maire. «Nous avons voulu prendre la parole à la suite de l'attitude déplorable de la majorité lors du conseil municipal» explique la socialiste Sandrine Rotzler. Cette prise de parole était prévue avant le conseil municipal de mardi au cours duquel Pierre Lafond a provoqué le départ des élus de l'opposition (voir ci-dessous), mais elle a été avancée au vu du contexte. D'autant qu'une fois de plus elles se sont senties de nouveau attaquées.

Danielle Soury, élue LTG, estime que le maire a du mal à supporter qu'une femme puisse s'opposer à lui. Elle rappelle que le maire l'a, à de nombreuses reprises, appelée «monsieur» et cela jusqu'à ce

qu'elle l'appelle à son tour, «madame le Maire». Geneviève Manigaud ajoute que lorsque les élues posent des questions politiques, elles veulent avoir des réponses, «nous ne voulons pas de railleries, d'attaques à caractère sexuel, ou d'un pseudo diagnostic d'une maladie dont nous serions atteintes, tout cela pour ne pas nous répondre. Nous ne sommes pas des objets, nous avons été élues et nous sommes compétentes». Marie-Anne Robert-Kerbat estime que le climat au sein du conseil municipal est tellement mauvais que des élus de la majorité se sentent autorisés, eux-aussi, à mal parler aux femmes de l'opposition. «Le débat politique peut être rude, mais il doit être respectueux de chacun» ajoute Gilbert Bernard de LTG. Danielle Soury souligne qu'il s'agit avant tout d'une question de séparation entre vie publique et privée, qui échapperait apparemment à des élus de la majorité. «Je m'interroge pour savoir si ces pratiques ne sont pas aussi utilisées dans les services», «On

ne peut pas jeter en pâture la vie privée des gens», poursuit Philippe Reilhac (PS), «l'incident doit rendre un grand service à la majorité, qui a ainsi un prétexte pour se séparer de Pierre-Marie Lafond, même si c'est un aveu d'échec».

Pour Marie-Paule Barruche (PS), «les élues sont maltraitées, mais il ne faut pas oublier que nous représentons nous aussi les citoyens de Limoges. Nous ce que nous voulons, c'est travailler en toute quiétude». «Lorsque le maire ne répond pas à nos questions, c'est aux Limougeauds qu'il ne donne pas de réponses», précise Philippe Reilhac. Les élues ont par cette prise de parole voulu alerter, et faire cesser des comportements. Si tel n'était pas le cas, elles pourraient très bien se rapprocher d'une association de défense des droits des femmes.

«Nous disons stop à ce climat délétère, nous voulons un climat apaisé», conclut Gilbert Bernard.

FATIMA AZZOUZ